

# Conférence nationale sur le nucléaire

organisée par l'association AVENIR

mairie d'Avignon, 9 mars 2012

*Contribution de Marie-Christine Gamberini,  
référente des Amis de la Terre France sur le nucléaire et l'énergie*

Bonjour. Comme on m'a demandé de parler de notre « vision des scénarios de sortie du nucléaire à mettre en place le plus urgemment possible », je vais évoquer les évolutions récentes de la position des Amis de la Terre à la lumière de quelques rappels historiques, et les principaux moyens à notre disposition pour produire de l'électricité autrement.

Mais **tout d'abord, je voudrais dire quelques mots sur la situation au Japon** depuis l'explosion quasi simultanée de 4 « tranches » nucléaires, comme disent les nucléophiles. Car je suis effarée de l'ampleur de la banalisation en cours, même dans certains cercles antinucléaires. A cet égard, il est emblématique que – *après* comme *avant* Fukushima – des scénarios concurrents de sortie du nucléaire en France en vingt ans minimum (en gros, négaWatt *versus* Global Chance) continuent à passer, dans les débats préélectoraux, pour le nec plus ultra de la radicalité écologique, voire d'une politique énergétique humainement responsable. Or cette banalisation des effets de la radioactivité, qui confine à la non-assistance à peuple japonais en danger, risque aussi d'étayer la périlleuse illusion que le nucléaire made in France serait « plus sûr » que les autres.

Soyons clairs : la situation à la centrale nucléaire de Fukushima Daïchi reste d'une gravité sans précédent, et toujours à la merci d'un nouveau séisme ou typhon important. En particulier, la perte d'étanchéité de la piscine du bâtiment 4 aboutirait pratiquement à rayer le Japon de la carte, comme l'a rappelé il y a peu le Pr. Hiroaki Koide. Et elle pourrait avoir à plus long terme des conséquences cataclysmiques planétaires.

N'oublions pas qu'à Tchernobyl, lors de la catastrophe sur le réacteur 4, une dizaine de jours avaient suffi, au prix du sacrifice de nombreuses vies, pour écarter le risque qu'une bonne partie de l'Europe devienne soudain inhabitable. Au Japon en revanche, un an après, la situation n'est toujours pas sous contrôle. La proclamation surréaliste d'un « arrêt à froid » de réacteurs dont on ne peut toujours pas approcher a surtout permis au gouvernement de cesser de rendre publiques les données chiffrées quotidiennes dont on disposait auparavant.

Et pour mémoire, après le grave accident de Three Mile Island (1979), il a fallu attendre que la radioactivité décroisse pendant sept ans avant de pouvoir aller constater que le cœur avait bel et bien fondu... ce que les « experts » jugeaient « impossible » auparavant.

Or au Japon – pays en phase de recrudescence sismique durable après 40 ans de relative accalmie – nous avons, répartis sur le littoral, outre trois coriums en fusion (dont personne ne sait au juste jusqu'où ils se sont enfoncés ni dans quel état ils sont), une soixantaine de réacteurs atomiques, des usines de fabrication et de « retraitement » du « combustible » nucléaire, et aussi des réacteurs de recherche, dont au moins un petit surgénérateur refroidi

au sodium qui a déjà connu de nombreux accidents, et qui accueillait des membres du CEA depuis la fermeture de son homologue français Phénix en 2010. Le bilan des matières radioactives en jeu est donc considérable, dans un archipel où l'éventualité d'une submersion de Tokyo, voire d'autres parties du Japon, ne relève hélas pas de la science-fiction, mais du simple calcul de probabilités ordinaires. Si rien n'est fait pour mettre ces matières radioactives en lieu plus sûr, c'est, au-delà même de l'archipel, et même avec des réacteurs arrêtés, tout l'Océan qu'elles risquent de finir par contaminer pour toujours.

Par ailleurs, même en s'en tenant à des hypothèses optimistes et à des chiffres discutables, comme ceux selon lesquels les rejets atmosphériques de Fukushima resteraient inférieurs à ceux de Tchernobyl, le plus gros des contaminations se fait, cette fois, par voie aquatique – rivières et nappes phréatiques comprises. Et l'on ne dispose pas de données satisfaisantes sur la contamination des sols, notamment en émetteurs alpha (uranium, plutonium...). Or les particules alpha, très toxiques en contamination interne, ne sont pas détectables au compteur Geiger. L'analyse d'échantillons collectés à des dizaines de kilomètres des réacteurs a déjà donné des résultats peu rassurants.

Ce préambule pour recadrer la question des scénarios et délais de « sortie » du nucléaire, laquelle ne peut en aucun cas être ramenée à une simple affaire de rationalité énergétique, d'opportunité économique ou même de démocratie abstraite, mais touche bel et bien, à court terme, à la vie planétaire, et à ce qu'il reste encore possible de préserver de valeurs humaines. Les Japonais ne s'y trompent pas, dans la profondeur de leurs réflexions actuelles sur le sens de l'existence, sur le besoin de distinguer l'essentiel de l'accessoire, sur le constat qu'ils sont comme en guerre en période de supposée paix, sur les ravages de la rhétorique de la « compétitivité » et, face à des dirigeants incompetents ou, au mieux, impuissants, inféodés à quelques conglomérats industriels, sur la nécessité de réhabiliter le sens commun, les solidarités locales et l'esprit critique au lieu de s'en remettre à de supposés « experts » nationaux ou internationaux.

Maintenant, **en ce qui concerne plus spécifiquement Les Amis de la Terre**. Nés en 1969 aux Etats-Unis, ils ont fêté en France leurs 40 ans en 2010. Au début des années 70, le refus du nucléaire a donc été une de leurs principales luttes, avec l'opposition aux chantiers de Fessenheim et du Bugey outre qu'aux « essais » nucléaires. En plus des combats écologistes classiques, les AT alertaient alors déjà contre le réchauffement climatique – sans réduire les gaz à effet de serre au seul CO2 ni oublier les pollutions chimiques et radioactives.

J'ai retrouvé plusieurs livres et documents Amis de la Terre de l'époque et, franchement, il est impressionnant de constater à quel point, côté argumentaires de dénonciation contre le recours à l'énergie nucléaire, à peu près tout avait déjà été dit et bien dit, sauf peut-être l'accélération des dégâts sociaux et des pertes de compétences liée à la privatisation du secteur de l'électricité.

Dans les années 70, les premiers scénarios énergétiques alternatifs, comme le scénario Alter du groupe de Bellevue (1978) bientôt décliné en scénario Alterbreton, étaient surtout des scénarios pour éviter de se lancer dans une nouvelle génération de réacteurs nucléaires, et reposaient essentiellement sur l'essor des renouvelables (solaire thermique et photovoltaïque, éolien, hydroélectricité, biomasse, traction animale...). Le problème se pose un peu différemment maintenant qu'il y a 58 réacteurs de 1 000 mégawatts en moyenne en service, avec entre-temps une dépendance à l'électricité colossalement accrue.

Je passe rapidement sur la période d'après l'élection de François Mitterrand, le président qui a inauguré le plus de centrales nucléaires et approuvé le plus d'essais atomiques.

Plus près de nous, en 2007, année des 30 ans de Fessenheim suivant les critères de l'AIEA<sup>1</sup>, les Amis de la Terre, qui sont partisans depuis toujours d'une position « ni nucléaire ni effet de serre », n'en ont pas moins pris acte du vieillissement inquiétant du parc atomique français, outre que des graves défauts de sûreté inhérents à la conception des réacteurs les plus récents (palier N4 à Chooz, Civaux...). Ils ont donc salué avec enthousiasme<sup>2</sup>, nonobstant les limites de l'exercice<sup>3</sup>, la parution l'*Etude sur des Sorties du nucléaire en 5 ou 10 ans* du Réseau Sortir du nucléaire.

Hélas, la publication de cette étude, en chantier depuis 2004, avait été reportée à après les présidentielles plutôt qu'avant. Du coup, les revendications préélectorales 2007 se sont concentrées sur le seul renoncement à l'EPR, au détriment de l'exigence de fermeture des réacteurs existants. Or, refuser la construction de nouveaux réacteurs sans réclamer simultanément la fermeture des anciens revient à cautionner, de fait, la prolongation indéfinie de l'exploitation de ces derniers, et à lui supposer une relative innocuité<sup>4</sup>.

A la mi-2008, après un débat interne animé sur l'acceptabilité d'un recours notable aux combustibles fossiles en transition, incontournable pour des fermetures rapides, l'Assemblée fédérale des Amis de la Terre a validé un texte de positionnement<sup>5</sup> national en faveur de « L'abandon de l'électronucléaire en France en un ou deux quinquennats », entre autres aux motifs que :

- « les accidents inquiétants et avant-coureurs se multiplient dans des pays réputés “sûrs” (Suède, Allemagne, Japon...)»<sup>6</sup> »
- « les dérèglements climatiques [...] mettent dès aujourd'hui en péril l'étanchéité des stockages de déchets radioactifs et la sûreté (refroidissement) des centrales nucléaires »
- protéger le nucléaire « nécessite une réglementation qui cultive le secret et rend vaine toute volonté de transparence ou de délibération populaire à son sujet »
- les « luttes entre multinationales pour l'appropriation des ressources minières », en uranium notamment, « renforcent d'intolérables et hypocrites pratiques néocoloniales qui bafouent les droits élémentaires des êtres humains et menacent des populations entières »
- la « porosité entre nucléaire “civil” et nucléaire “militaire” n'a jamais été aussi grande ».

---

1 Qui calcule l'âge des réacteurs à partir de leur première connexion au réseau électrique

2 <http://www.amisdelaterre.org/Les-Amis-de-la-Terre-saluent-la.html>

3 Il s'agit en fait d'études de potentiels, assez encourageantes. Elles pourraient donner lieu à des bouquets énergétiques bien plus divers que les deux qui sont chiffrés à titre d'exemple, mais certaines orientations politiques nécessaires à l'élaboration de scénarios cohérents ne pouvaient être tranchées dans ce cadre. Par exemple, les hypermarchés ont été identifiés comme des gisements importants de réduction des consommations d'électricité nucléaire. Or en ce qui concerne les mesures à prendre, les auteurs ne pouvaient choisir entre, par exemple, supprimer les hypermarchés (version écolo décroissante), les subventionner d'une manière ou d'une autre pour qu'ils s'équipent en trigénération (froid, électricité, chaleur) renouvelable, quitte à revendre leur excédents (version libérale), ou les contraindre réglementairement à le faire, etc.

4 Loin de constituer un gaspillage, la fermeture de réacteurs récents (ou jamais mis en service, comme Zwentendorf en Autriche), représente en réalité une économie : moins de matières radioactives créées à gérer (à raison de 30 à 40 kg de plutonium produit chaque jour par le parc nucléaire français – de quoi fabriquer 5 à 6 bombes de type Nagasaki – cela n'a rien d'un détail) ; des structures moins irradiées et irradiantes, donc moins coûteuses et moins dangereuses à démanteler, et ainsi de suite.

5 <http://www.amisdelaterre.org/Position-des-Amis-de-la-Terre-sur,4178.html>

6 Cf. notamment en 2007 les accidents prémonitoires de Forsmark et Kashiwazaki Kariwa.

L'analyse sous-jacente était aussi que, comme personne ne sait découpler la croissance du PIB d'une augmentation des consommations d'énergie, la nécessaire baisse drastique des émissions de gaz à effet de serre ne peut provenir que de modifications des styles de vie, passant en particulier par la relocalisation des productions pour mettre fin à la division internationale du travail à outrance, la suppression de la mobilité contrainte et le retour à des formes d'agriculture paysanne qui « refroidissent » la planète contrairement à l'agroindustrie, vorace en pétrole et autres carburants. Autrement dit, tant que les nouvelles unités de production électrique, même renouvelables, s'ajouteront aux capacités nucléaires au lieu de les remplacer, elles ne serviront qu'à faire grimper de façon perverse les consommations au lieu de les réduire.

Début 2009, un texte de positionnement complémentaire sur la production et la consommation d'électricité<sup>7</sup> a détaillé davantage la question des moyens. Dicté par notre leitmotiv du souci de justice sociale et environnementale, au-delà même de la raréfaction du pétrole et du caractère incommensurable du risque nucléaire, ce texte préconisait, avec de nombreux exemples :

- Une diminution rapide des usages spécifiques et non spécifiques de l'électricité
- Une politique très ambitieuse d'économies d'énergie et de sobriété énergétique
- Un vrai service public de la production, du transport et de la maîtrise de l'énergie (électricité, gaz, réseaux de chaleur...) à gestion paritaire
- Un objectif de 100 % de sources d'électricité renouvelables et propres d'ici à 2050, s'appuyant sur une sortie rapide du nucléaire

La sortie du nucléaire y était ainsi analysée comme la condition, en France (et non plus la conséquence censément automatique), d'un réel essor des renouvelables et des économies d'énergie, outre que de l'amorce de la transition énergétique indispensable pour s'acheminer vers des sociétés écologiquement et humainement soutenables.

Y était par ailleurs évoqué le brouillage croissant, du fait des évolutions technologiques, « de la frontière entre technologie “fossiles” sales et “renouvelables” propres »<sup>8</sup>. Cela impose d'éviter tout simplisme sur ces questions, d'autant que les matières premières nécessaires au développement de l'économie supposée verte sont, elles aussi, en voie de raréfaction rapide<sup>9</sup>. A tous égards, le temps se fait court.

Plus récemment, dans un dossier spécial consacré au nucléaire<sup>10</sup>, les Amis de la Terre ont insisté sur l'impossibilité de faire disparaître la radioactivité produite et cumulée depuis des décennies. Tout ce que l'on peut encore faire étant de cesser d'en rajouter, nous préférons désormais parler « d'arrêt » et donner la priorité à des fermetures concrètes plutôt qu'à de très théoriques décisions de « sortie », en pratique longues à prendre et toujours menacées de remises en cause, comme le montrent les exemples belges et allemands<sup>11</sup>.

7 <http://www.amisdelaterre.org/Position-des-Amis-de-la-Terre-sur,4179.html>

8 Voir entre autres <http://www.amisdelaterre.org/Rapport-Nanotechnologies-climat-et.html> et la rubrique <http://www.amisdelaterre.org/Agrocarburants.html>

9 Cf. Alain Gras, « L'électricité verte ? Des mines de cuivre, cobalt, lithium... », L'Ecologiste n°29, juil-sept 2009. Et aussi, de Philippe Bihoux et Benoît de Guillebon, *Quel futur pour les métaux ?*, EDP Sciences 2010.

10 Paru dans le n° 167 du trimestriel des Amis de la Terre « Le Courrier de la Baleine », intitulé *Nucléaire, s'en sortir* – <http://www.amisdelaterre.org/La-Baleine-167-Nucleaire-s-en.html>

11 Une décision de « sortie progressive », très favorable aux exploitants nucléaires, avait été prise en Allemagne en l'an 2000 sans être suivie de réelles fermetures de réacteurs. Quelques mois avant le séisme du 11 mars 2011, cette décision fut remise en cause par un vote. La catastrophe de Fukushima mit ensuite le gouvernement allemand dans l'obligation de faire précipitamment marche arrière, et

**Sur le plan technique, les moyens de se passer de nucléaire pour fabriquer de l'électricité sont multiples et archiconnus**, même si les proportions entre eux (le bouquet ou « mix » énergétique) et les priorités en matière de taille des unités peuvent varier, et faire débat. Ce sont en pratique les moyens qu'utilisent les 163 Etats membres de l'ONU sur 193 qui, en 2011, ne produisaient pas d'électricité nucléaire.

Et ce sont ceux que l'on retrouve dans la Charte fondatrice du Réseau Sortir du nucléaire, rédigée il y aura bientôt 15 ans, qui proclame depuis 1997 que la sortie de l'électronucléaire en France est possible avec 3 piliers :

1. le développement des économies d'énergie,
2. la mise en place d'une autre politique énergétique basée sur les énergies renouvelables (éolien, solaire, bois...) fortement créatrices d'emplois,
3. le recours, *en phase transitoire*, à des techniques de production énergétique les moins néfastes possible pour l'environnement (*centrales au gaz*<sup>12</sup>, cogénération...)

Il importe de relever qu'en refusant, une décennie après Tchernobyl, d'évoquer comme un moindre mal un recours transitoire au charbon propre<sup>13</sup> dans un pays qui était pourtant pionnier en la matière au point d'en exporter en Chine et aux Etats-Unis, cette Charte antinucléaire – dans sa version française en tout cas<sup>14</sup> – constituait déjà un compromis tactique dilatoire entre des groupes associatifs et politiques aux intérêts très divers.

En effet, sept ans plus tôt seulement, début 1990, dans un quatre-pages intitulé « Les Verts et l'énergie » qui fit l'objet d'un retraitage en septembre 1991<sup>15</sup>, le parti écologiste d'alors affirmait que sortir du nucléaire, « cela est possible *dans la durée même du septennat* »<sup>16</sup>, avec en particulier « le développement des énergies renouvelables », de la « cogénération électricité/vapeur », une forte « politique d'économies d'énergie » et « la construction en appoint de centrales à turbines à gaz ou au charbon, peu polluantes (*chaudières à lit fluidisé*). »

Ce quatre-pages expliquait en outre que « le problème de la sortie du nucléaire est moins un problème de capacité de production de remplacement que celui de la résorption de la pointe de consommation d'électricité en hiver », pointe essentiellement liée à la spécialité

---

d'arrêter ses 8 réacteurs les plus problématiques. Quant à la Belgique, sa décision en 2003 de « sortie » du nucléaire prévoyait 40 années d'exploitation pour les réacteurs existants, et donc en réalité le *statu quo* jusqu'en 2013 (EDF affichait alors encore 30 ans de durée d'amortissement pour ses réacteurs). Or, peu avant Fukushima, le gouvernement belge avait expliqué que, aucun moyen de remplacement n'ayant malencontreusement été prévu entre-temps, il faudrait revenir sur cette décision de « sortie ». Ajoutons que c'est aujourd'hui GDF-Suez qui exploite les réacteurs belges.

12 C'est moi qui souligne. Voir :

<http://www.sortirdunucleaire.org/index.php?menu=agir&sousmenu=charte&page=index>

13 [http://www.dissident-media.org/infonucleaire/charbon\\_propre.html](http://www.dissident-media.org/infonucleaire/charbon_propre.html) Le comité Stop Nogent, créé en 1986 contre la mise en service des réacteurs de Nogent-sur-Seine, défendait une sortie immédiate du nucléaire par simple remise en route des centrales thermiques classiques au charbon arrêtées depuis peu, quitte à les moderniser pour améliorer leur rendement et les mettre aux normes antipollution, en attendant de remplacer le charbon par d'autres combustibles ou des renouvelables. Fermer tous les réacteurs aurait alors été techniquement possible en quelques semaines seulement.

14 Dans la présentation du Réseau Sortir du nucléaire en langue anglaise, les centrales au charbon propre à haut rendement sont, logiquement, présentées comme un moindre mal en attendant mieux. Cf. « *a sustainable transition period should rely on clean coal-fired or gas-powered plants* » sur <http://www.sortirdunucleaire.org/index.php?menu=english&page=index>

15 Supplément à *Vert-Contact* n° 213

16 C'est encore moi qui souligne.

française qu'est le chauffage électrique<sup>17</sup>.

Or, en 1992-93, pour cause de stratégie de « gauche plurielle », virage à 180 degrés. Du jour au lendemain ou presque, la direction du parti écolo passe d'un programme politique de sortie en un septennat à des scénarios techniques en 20-25 ans. Le développement des renouvelables (que nombre de pronucléaires appellent eux aussi de leurs vœux) devient un préalable aux fermetures de réacteurs, et l'on argue d'une hypothétique « durée de vie » de ceux-ci. Après Golfech 1 et Cattenom 4, les réacteurs de Penly viennent d'être mis en service. Tabler sur une sortie en 20 ans, c'était donc attendre... 2012.

20 ans plus tard, sous label EELV entre autres, les mêmes affichent toujours une volonté de « sortie » du nucléaire... en 20 ans. Soit 4 quinquennats, ou 3 septennats de naguère, ou l'intervalle entre les deux Guerres mondiales du XXe siècle. Avec une « durée de vie » des réacteurs magiquement rallongée d'autant. Un scénario de laisser-faire, qui revient à attendre de manière cynique – et fort peu lucide – la catastrophe comme une aubaine<sup>18</sup>.

Il faut insister sur le fait que l'argument du CO2 qui serait économisé par les scénarios progressifs ne tient guère. En pratique, tous les scénarios en 20 ans ou plus recourent massivement au gaz naturel<sup>19</sup>, surtout si l'on prend en compte le cumul sur 15 ou 20 ans. Et, de fait, on voit mal comment faire autrement en France, seul pays du monde à dépendre du nucléaire pour près de 75 % de sa production d'électricité<sup>20</sup>.

La question de fond, c'est de savoir si l'on se sert du gaz naturel encore disponible pour arrêter le nucléaire et tâcher d'impulser de réels changements dans notre rapport à l'énergie avant que l'on ne nous impose les gaz de schiste, et les hydrates de méthane en prime, ou si l'on se sert du gaz naturel pour « ne rien changer sauf les ampoules », et continuer à permettre à des opérateurs privés de spéculer sur la vente d'électricité fossile lors des pics de consommation.

Il y aurait encore beaucoup à dire mais, pour le reste du temps d'intervention qui m'est imparti, je voudrais surtout signaler, à titre d'outils pratiques pour promouvoir un arrêt rapide, deux initiatives récentes :

1) Début mars a été lancé un ***Appel des Femmes pour l'Arrêt Immédiat du Recours à l'Energie Atomique***. Je vous en lis l'essentiel :

*« Certaines d'entre nous sont connues. D'autres moins. D'autres pas du tout. Certaines sont des militantes de longue date. D'autres ne militeront jamais. Certaines sont des amies proches.*

17 Ça ne s'est pas arrangé depuis : en Europe, du fait de sa promotion massive par EDF, qui y a récemment ajouté la climatisation, réversible ou non, un chauffage électrique sur 2 est français. Ce qui – par la grâce des 31 réacteurs nucléaires supplémentaires connectés au réseau depuis 1981 (dont 21 depuis Tchernobyl) – a fait passer la France d'une pointe hivernale de puissance appelée de 44,1 GW, le 9 décembre 1980, à 63,4 GW en 1990, 72,4 GW en 2000 et plus de 100 GW en février 2012. Rappelons qu'en 1970, l'ère pré-Giscard (autant dire l'âge des cavernes), ce « record » annuel avait été de 23,3 GW seulement.

18 Les Etats-Unis ne sont pas sortis du nucléaire, même « civil », après Three Mile Island. Bien qu'ils aient cessé d'en construire, ils ont toujours une centaine de réacteurs, vétustes, en service, soit le plus gros parc nucléaire mondial. Quant à l'Ukraine, qui continue d'exploiter une quinzaine de réacteurs, elle n'est pas davantage « sortie » du nucléaire après Tchernobyl.

19 Voir notamment <http://www.global-chance.org> et [www.negawatt.org](http://www.negawatt.org)

20 Devant la Slovaquie (52 %), la Belgique (51 %), l'Ukraine (48 %), l'Arménie (39,5 %), la Suède et la Suisse (38 %) ; chiffres à fin 2010, source CEA/AIEA. En 2010, la part du nucléaire dans le bouquet énergétique allemand (27 %), voire espagnol (20 %) restait d'ailleurs supérieure à ce qu'elle était aux Etats-Unis (19,5 %), en Russie (17 %), et bien sûr au Brésil (3,06 %), en Inde (2,85 %) et en Chine (1,82 %).

*D'autres affichent de profonds désaccords entre elles sur quantité de terrains.*

*Mais, toutes, nous partageons désormais la conviction de la nécessité vitale d'un arrêt immédiat du recours à l'énergie nucléaire. Qu'il s'agisse de production d'électricité ou d'armement.*

*Nos arguments sont multiples. Nos réseaux sont divers. Comme sont aussi divers nos modes d'action possibles et nos initiatives. Et nous en inventerons d'autres chemin faisant.*

*Pour l'heure, près d'un an après le début du drame de Fukushima, il nous paraît urgent de commencer à nous compter. Et de cesser de nous en laisser conter.*

*[...] chacune d'entre nous s'engage simplement à être, à sa propre manière, une Femme pour l'arrêt immédiat du recours à l'énergie atomique et, seule ou avec d'autres, à intervenir en ce sens où elle le pourra, comme elle le pourra, chaque fois qu'elle le pourra. »*

Toutes les femmes qui le désirent peuvent signer cet Appel sur le site <http://www.fairea.fr>. Quant aux hommes, leur aide pour le faire connaître sera très appréciée, et peut occasionner de fructueux échanges dans un esprit d'authentique complémentarité.

2) Un opuscule intitulé ***Nucléaire, arrêt immédiat. Pourquoi, comment ? Le scénario qui refuse la catastrophe*** est paru chez Golias. Sans être encore parfait, ce petit livre a l'immense mérite d'exister et d'offrir un précieux support de débat politique.

Cosigné par Pierre Lucot (membre du Bureau national du mouvement Utopia et Conseiller fédéral à EELV) et Jean-Luc Pasquinet (un Objecteur de croissance, membre de la coordination Stop-nucléaire), il s'ouvre sur une citation de Nicolas Sarkozy reprenant la ligne argumentaire souvent utilisée par Anne Lauvergeon : si le nucléaire est si dangereux, pourquoi attendre 20 ans pour l'arrêter ? et sinon, pourquoi arrêter ?

Dans l'introduction, les auteurs insistent : *« lorsqu'un immeuble d'habitation menace de s'effondrer, doit-on attendre qu'un habitat alternatif et de confort égal soit construit ou doit-on l'évacuer immédiatement pour occuper provisoirement des logements disponibles ? »*

Ils proposent donc une démarche pragmatique en deux temps, quatre mesures, avec :

- *dans un premier temps*, l'arrêt immédiat de 36 réacteurs, compensé en utilisant pleinement les capacités des centrales thermiques existantes, en réduisant l'autoconsommation électrique du secteur nucléaire (Eurodif, etc.) et en commençant à réduire les consommations d'électricité ;
- *au cours des 3 années suivantes*, la construction de nouvelles centrales thermiques (par exemple une quarantaine de cycles combiné gaz de 500 MW) et le développement de tout le renouvelable qu'il sera possible de mettre en œuvre dans ces délais.

A vrai dire, ces propositions pour fermer 36 réacteurs d'un coup tombent bien. Car dans l'appel « Nucléaire, nous voulons avoir le choix » du 17 mars 2011<sup>21</sup>, cosigné par les Amis de la Terre, mais aussi par des partis comme EELV, le PG, la FASE, la Gauche unitaire, les Alternatifs, l'Alliance écologiste indépendante, Cap 21, le PCOF, l'UDB, le Partit occitan et bien d'autres, 68 organisations associatives, syndicales et politiques nationales réclamaient l'arrêt de l'exploitation de tout réacteur de 30 ans ou plus. C'est-à-dire 21 réacteurs depuis l'été 2011<sup>22</sup>, et 21 de plus d'ici à la fin du quinquennat à venir<sup>23</sup>. Soit un total d'au moins 42

21 <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Appel-solennel-de-revendications>

22 Il s'agit des réacteurs 1 et 2 de Fessenheim ; 2, 3, 4 et 5 du Bugey ; 1, 2, 3 et 4 de Gravelines, 1, 2, 3 et 4 du Tricastin, 1, 2, 3 et 4 de Dampierre, B1 et B2 de Saint-Laurent, et 1 du Blayais .

23 Les réacteurs 2, 3 et 4 du Blayais ; B1, B2 et B3 de Chinon ; 1, 2, 3 et 4 de Cruas ; 5 et 6 de Gravelines ; 1, 2, 3 et 4 de Paluel ; 1 et 2 de Flamanville, 1 et 2 de Saint Alban, et Cattenom n° 1.

réacteurs à fermer avant la mi-2017... programme dont on reste pour l'heure fort loin dans les propositions des candidats à la présidentielle soutenus par ces mêmes formations.

Le scénario de Lucot et Pasquinet aboutit en milieu de quinquennat à un mix énergétique comparable à celui de l'Allemagne, mais avec beaucoup moins de centrales thermiques au charbon à remplacer (cf. le scénario *Der Plan* de sortie accélérée du nucléaire de Greenpeace Allemagne)<sup>24</sup> et donc une plus grande facilité à s'acheminer rapidement vers le tout renouvelable, surtout si l'ensemble de la société se convertit à la nécessité d'économiser équitablement l'énergie.

*« Loin d'accroître le risque climatique par ces émissions supplémentaires de GES, expliquent les auteurs, le scénario de sortie du nucléaire à “grande vitesse” présente l'intérêt stratégique de remettre au premier plan la question de la sortie de l'énergie fossile, après l'arrêt définitif du nucléaire. »*

Et, concluent-ils : *« Ce scénario propose également d'initier, dans le but de la généraliser, la “politique de l'arrêt immédiat”. On pourrait en effet trouver à l'appliquer dans bien d'autres secteurs victimes de la folie productiviste [...] Refuser l'urgence et l'immédiateté au motif de leur incompatibilité avec le processus de décision démocratique est un leurre. [...] La désinformation qui accompagne le reproche d'irresponsabilité fait aux défenseurs du scénario de l'arrêt immédiat ne sert que les défenseurs du statu quo [...] A défaut, il est à craindre que ces urgences ne nous rattrapent et que ces risques devenus réalités ne détruisent toute perspective d'issue démocratique aux situations irréversibles auxquelles nous serons alors contraints de nous soumettre de façon immédiate. »*

Pour terminer sur les liens évoqués par d'autres intervenants entre civil et militaire et confirmer que les enjeux dépassent largement le cadre des watts économisés, je voudrais citer un extrait du *Journal de prison*<sup>25</sup> du Pr Youri Bandajevski, qui nous a appris sur les effets pathogènes, même à très faibles doses, du césium 137, des choses si dérangelantes pour les autorités nucléaires biélorusses et internationales qu'il a failli le payer de sa vie.

*« La catastrophe de Tchernobyl, écrit-il, représente l'une des plus précieuses cartes d'échange dans les relations de pouvoir entre les dirigeants de la planète. Elle occupe une grande place dans les interdépendances financières de la communauté internationale. Une part importante des moyens avancés est cachée à la société. Le lobby nucléaire manipule habilement l'opinion publique en masquant ses activités sur le développement du programme nucléaire, tout en étant conscient du caractère pernicieux de ce procédé. Mais, à l'heure actuelle, la question nucléaire est le pion le plus intéressant dans les relations entre les Etats. [...] Le nucléaire a instauré une complicité entre des forces d'idéologies antagonistes, les doctrines du communisme et du capitalisme, liées par un crime contre l'humanité perpétré au nom du pouvoir de l'argent »*

Dans nos actions et nos argumentations, il importe, je crois, de conserver cela en tête, pour se garder de tout angélisme et éviter de perdre de vue l'essentiel.

Que la tâche soit immense ne la rend pas moins urgente et cruciale. Merci donc de ce que chacun et chacune d'entre vous saura faire pour y contribuer, car chaque geste compte, et personne ne le fera à notre place.

<sup>24</sup> Dans ce scénario récent, Greenpeace Allemagne propose de remplacer tous les réacteurs allemands d'ici à 2015 par des centrales à gaz, rapides à construire, tout en continuant à développer les énergies renouvelables. A partir de 2015, ils remplacent les centrales à charbon par du gaz et des renouvelables, puis, à partir de 2030, le gaz naturel par du renouvelable (biogaz compris).

<sup>25</sup> Y. Bandajevski, *La Philosophie de ma vie, journal de prison*, Jean-Claude Gawsewitch éditeur, 2006